

**« L’Avenir du Corridor Forestier Ranomafana – Andringitra : Réflexions Suite à la Conférence
CNRE/IRD »**

Mark S. Freudenberger, PhD
Salohy Razanajatovo¹

I. Introduction

L'écorégion tropicale de basse, moyenne, et haute altitude entre les parcs nationaux de Ranomafana et d'Andringitra ont fait l'objet de multiples interventions de conservation depuis une vingtaine d'années. Progressivement le corridor forestier se mettait sur un nouveau régime de gestion – un système de gouvernance par une co-gestion entre l'État et les populations riveraines. La Vision Durban oeuvrant pour la mise en place de la Nouvelle Aire Protégée Fandriana – Vondrozo n'est que la continuation d'une politique forestière visant à accroître le pouvoir des populations rurales à gérer les ressources naturelles de leurs terroirs. Malgré le fait que la co-gestion forestière ouvre la porte pour une nouvelle relation de pouvoir entre l'Etat et les populations riveraines, les nouveaux transferts de gestion réduisent considérablement l'accès des populations riveraines aux forêts primaires. Par « forêts primaires » on estime que ces forêts sont souvent à la fin d'une succession d'un processus de dégradation et régénération perpétuelle lié aux cultures de brûlis ou de perturbations naturelles comme les cyclones. Souvent, les forêts de l'Ouest du corridor sont des forêts secondaires issues de la succession de formations végétales suite aux défrichements agricoles. Par contre, du côté Est en haute altitude, ce sont des formations peu touchées par les anciens défrichements. De ce fait, elles sont considérées comme "forêts primaires". La flexibilité auparavant présente dans les systèmes agraires Betsileo et Tanala se réduit rapidement avec les conséquences écologiques et socioéconomiques bien décrites par le séminaire GEREM (CNRE/IRD) sur les « Transitions Agraires, dynamiques écologiques et conservation ». Les recherches similaires révèlent que les impacts contradictoires de la politique de co-gestion des forêts primaires vont probablement se reproduire à une échelle plus vaste. L'origine en serait la mise en place de la Nouvelle Aire Protégée Fandriana – Vondrozo (Blanc-Pomard et Rakoto Ramiarantsoa, 2006 ; Voakaty Ny Ala, 2006).

L'approche écoregionale adoptée par plusieurs défenseurs de l'environnement et du développement rural à Fianarantsoa prévoit la mise en place d'une grande gamme d'interventions pour réduire les pressions anthropogènes sur les espaces forestières de haute biodiversité (Ecoregional Alliance, 2006; World Wildlife Fund, 2004). A la lisière des forêts primaires l'Etat Malgache promouvait avec les appuis des bailleurs de fonds des « alternatives au *tavy* » - une stratégie de substitution de la culture sur brûlis par une intensification et diversification des systèmes agricoles. Les recherches appliquées présentées récemment nous suggèrent que deux dynamiques tendent à émerger dans la partie nord du corridor forestier Ranomafana – Andringitra: 1) Accélération de la dégradation des sols des terroirs à la lisière du corridor forestier due aux restrictions de migration vers les forêts primaires - les réserves de fertilité depuis longtemps reconnues par les populations riveraines. La pauvreté rurale dans les

¹ Les opinions exprimées par les auteurs dans la présente publication ne reflètent ni celles de l'USAID, ni des gouvernements des Etats-Unis ou de Madagascar.

terroirs limitrophes pourrait s'aggraver si les mesures d'atténuation ne sont pas prises; 2) Démarrage d'une mutation agraire basée sur l'intensification et la diversification agricole utilisant les pratiques agroécologiques dont la vitesse d'adoption de nouveaux comportements est de plus en plus liée aux dynamiques des marchés locaux, régionaux, et internationaux.

En dépit de ces tendances contradictoires, les enjeux politiques et économiques vont converger de plus en plus dans les années à venir autour de la question – qui va valoriser les forêts primaires – une richesse considérable non seulement par sa valeur en biodiversité mais surtout par sa valeur en eau utilisée pour l'hydro électrification, l'irrigation, et l'eau potable des populations rurales et urbaines. Pendant cette bataille latente mais de plus en plus visible, qui seront les gagnants et les perdants?

II. Les Enjeux et Contradictions confrontés par la Mise en Place de la Nouvelle Aire Protégée Fandriana - Vondrozo

La recherche appliquée du programme GEREM (CNRE/IRD) met en cause un grand nombre de suppositions sur les dynamiques écologiques et socio-économiques de la partie nord du corridor forestier Ranomafana – Andringitra. Comme par exemple, les analyses nous montrent que la conversion forestière sur les hautes et moyennes altitudes est moins rapide que supposé. Les études récentes faites pour le Ministère de l'Environnement et des Eaux et Forêts confirment ce constat (Projet JariAla, 2007). Par contre, dans les zones de basse altitude les inventaires biologiques faites par WWF et l'ICTE nous montrent que

...les plus hauts niveaux de richesse d'espèces au sein du corridor forestier étaient dans les forêts de basse altitude au-dessus de 750 mètres. Ces forêts font partie des habitats les plus menacés de la région. Il s'avère donc important de préserver les endroits comme les couloirs qui ont non seulement une diversité élevée de lémuriens mais sont également un pont pour la dispersion de ces espèces (Goodman et Razafindratsita, 2001, 240).

La diversité des contextes agroécologiques à la lisière du corridor forestier Ranomafana – Andringitra nous enseigne les dangers d'extrapoler les réalités d'une zone à une autre.

La Politique Environnementale orienté vers la mise en place de la Nouvelle Aire Protégée Fandriana - Vondrozo

Le Madagascar Action Plan du gouvernement de Madagascar énonce une politique très claire sur la gestion des ressources naturelles. « Madagascar deviendra un leader mondial dans le développement et l'utilisation des meilleures approches pour la protection de l'environnement... Nous nous engageons à aimer et à protéger notre environnement » (République de Madagascar, 2006, 97). La mise en place de cette politique nationale est soutenue par un vaste arsenal législatif orienté vers la mise en place de la Vision Durban – une politique visant à porter à 6 millions d'hectares la surface des aires protégées terrestres et marines, qui était de 1,7 millions d'hectares en 2003. Par décret temporaire promulgué en mi-septembre 2006, la « Nouvelle Aire Protégée de Fandriana – Vondrozo » (superficie de 499 598 Ha) est la concrétisation d'une mise en place d'un nouveau régime de gouvernance des forêts primaires. Les services des eaux et forêts sont mandatés à assurer le principe de « gestion de l'aire

protégée en création et celui de la cogestion, type de gestion participative... » (Repobikan'i Madagasikara, 2006). La mise en œuvre de la nouvelle aire protégée n'est rien qu'une extension massive de la politique de co-gestion forestière avec les origines dans la loi GELOSE (96-025) et le décret 2000-122 permettant les Transferts Contractualisés des Forêts (GCF).

Grâce au cadre juridique encourageant la co-gestion entre l'Etat et les communautés locales de base (COBA), les populations riveraines du corridor forestier ont rapidement saisies les occasions pour faire les demandes de transfert de gestion. Malgré la complexité des procédures administratives et le coût élevé (en moyenne 6-8 millions ariary investis par les projets à Fianarantsoa) de la préparation des Plans d'Aménagements et de Cahiers de Charge, environ 80 transferts de gestion d'une étendue de 14 327 hectares ont été mis en place le long du corridor entre Fandriana et Vondrozo. Près de 30 % de la nouvelle aire protégée est co-gérée par la communauté locale et les services des Eaux et Forêts. Malgré un manque d'encadrement et des difficultés rencontrées par les services étatiques et les populations de respecter toutes les clauses des Plans d'Aménagement, les communautés locales continuent à demander les appuis pour mettre en oeuvre de nouveaux transferts de gestion (Hockley et Andriamarovololona 2007).

Mobilité Agricole de plus en plus figée

Les recherches académiques et les expériences des projets de développement oeuvrant le long du corridor forestier Ranomafana – Andringitra démontrent que les nouveaux régimes de co-gestion des forêts contribuent à une progression des systèmes agraires vers la lisière des forêts primaires. Dans le temps, l'expansion agricole était caractérisée par une montée progressive le long des vallées provenant du corridor forestier dont les Tanala et des Betsileo cherchaient les bonnes rizières des bas-fonds et des endroits montagneux ensoleillés propices aux cultures de riz pluvial, de manioc, et de certaines cultures de rente (Freudenberger, Karen, 1999). Pourvu que la durée des rotations de cultures sur brûlis soit assez longue pour permettre une régénération suffisante des sols, le tavy est reconnu comme une technique agraire bien adaptée aux conditions précaires des communautés situées à la lisière des forêts primaires à Madagascar (Freudenberger, Karen nd; Styger et al., 2007). Mais aujourd'hui les restrictions contre le tavy stipulées dans les contrats de transfert de gestion constituent un frein pour les populations en pleine expansion démographique d'environ 3% par an (Whyner, 1999). Néanmoins, il faut reconnaître que certaines terres ne subissent pas les pressions du tavy car la haute altitude limite la culture de la variété traditionnelle de riz pluviale. Donc, il nous semble qu'un point de non retour est arrivé. Soit les populations changent radicalement leurs systèmes agraires en adoptant les nouvelles techniques d'intensification agricole et en essayant de diversifier les marchés pour les surplus agricoles produits ; soit ils tomberaient dans une pauvreté de plus en plus aiguë liée aux restrictions à l'extension des cultures sur brûlis.

Au sein des terroirs agricoles Betsileo et Tanala, la réduction de la longueur des rotations des jachères commence à avoir une influence sur la capacité de restauration de la fertilité des sols (Randriamalala,

2004 ; Rakotoson, 2006 ; Serpantié et al, 2006.). Les populations Tanala dans le temps ont pu conquérir sans trop d'obstacles les nouvelles terres agricoles dans les forêts primaires pour faire de nouveaux champs de cultures sur brûlis (*tavy*). Pour les Betsileo, les grandes vallées ont donné l'opportunité d'aménager les rizières et de faire les cultures pluviales sur les flancs. Puisque les forêts primaires de haute biodiversité sont de plus en plus mises sous un statut d'aire protégée, que ce soit sous régime de GCF, de GELOSE, ou de Nouvelle Aire Protégée, les forêts secondaires, ou les *popoka* (fourrés arbustifs), deviennent les dernières réserves de fertilité ! Pour preuve, les populations rurales prennent soin de ne pas mettre ces forêts dans les transferts de gestion car elles reconnaissent la valeur agronomique de ces bosquets. Dans les années à venir, on verra certainement une disparition de ces forêts secondaires à cause de leur transformation en cultures quasi pérennes. Les conséquences sur les cycles de régénération des sols dans les terroirs agraires seront profondes. De même que chez les Tanala, les Betsileo seront obligés d'intensifier leurs cultures et leurs élevages pour maintenir et augmenter la fertilité des sols en adoptant les méthodes demandant un investissement considérable de main d'œuvre.

De nombreuses techniques agro écologiques sont promues par les vulgarisateurs agricoles pour freiner l'érosion, restaurer la fertilité des sols et promouvoir la diversification agricole. Certains agronomes misent par exemple sur la vulgarisation des pratiques de semis direct (Husson et Rakotondramana, 2006 ; Styger, 2006 ; Styger, et al., 2007). D'autres proposent les techniques de paillage, la propagation des cultures intercalaires avec le vétiver, l'écobuage – brûlage à l'étouffée du sol qui permet une libération d'éléments nutritifs ; l'intégration des plantes de couverture dans la rotation des cultures, la rizi-pisciculture... En outre , les études faites par le GEREM/IRD démontrent aussi le bien fondé des pratiques agronomiques traditionnellement utilisées pour freiner l'érosion et restaurer la fertilités des sols. Toutes ces techniques innovatrices pourraient résoudre pas mal de contraintes agricoles confrontées par les Tanala et les Betsileo. Mais les demandes en apport supplémentaire de main d'œuvre et d'autres ressources financières risquent d'être importantes. La faible densité humaine, surtout à la lisière Est du corridor (33 habitants/km² sur l'Est vis-à-vis 58 habitants/km² à l'Ouest) contribue à un manque de main d'œuvre et une influence sur les dynamiques de migration (CMP, 2003, 5). Historiquement, les impacts sociales et écologiques des migrants attirés par les opportunités d'emploi et les terres sont importants des deux cotés du corridor forestier (Freudenberger, Karen, 1999 ; Freudenberger, Karen, 1999). Les pratiques agro écologiques ne sont pas nécessairement une panacée. Pour cette raison, les couches sociales les plus pauvres du milieu rural rencontrent souvent des difficultés à mobiliser les ressources requises pour adopter la gamme des pratiques agro écologiques disponibles (Tripp, 2006 ; Vosti, Gockowski, et Tomich, 2005). en somme, les populations à la lisière du corridor forestier risque de avoir d'énormes difficultés à mobiliser le capital et la main d'œuvre nécessaires pour adopter les alternatives aux cultures sur brûlis. Sans une intégration dans les flux commerciaux des marchés locaux, régionaux, et nationaux, il est difficile d'imaginer comment les riverains du corridor forestier vont accumuler le capital si

indispensable pour investir dans la mise en œuvre de ces nouvelles innovations. En fin de compte, les alternatives au tavy ne pourraient pas être adoptés par les populations malgré les bonnes intentions des développeurs !

L'intensification et la diversification agricole le long du corridor forestier sont dépendantes de deux conditions. D'une part, un système de transport rural bien efficace est nécessaire. D'autre part, la commercialisation agricole doit permettre la mobilisation du capital facilitant l'investissement dans les techniques agro écologiques. La politique nationale Malgache du transport routier, ferroviaire, et fluvial devrait en principe créer inciter les communautés le long du corridor forestier à s'intégrer dans les circuits commerciaux. Des investissements considérables ont été faits à Fianarantsoa par les projets financés par l'USAID, la Banque Mondiale, et l'Union Européenne pour réhabiliter les systèmes de transport à la lisière du corridor forestier. En principe, l'ouverture des zones périphériques à l'économie régionale et nationale devrait permettre aux surplus agricoles de se vendre. Il en serait alors possible d'investir les bénéfices dans l'achat de main d'œuvre ou bien d'intrants agricoles si nécessaires pour le maintien de la fertilité des sols. Dû au fait que les Tanala vendent leurs cultures de rente (ie : bananes, litchis, café, agrumes, manioc,) vers les Hauts Plateaux d'une part ; et que les Betsileo vendent en revanche le riz vers les zones déficitaires du côté Est du corridor d'autre part, les systèmes de transport performants sont à la base de l'économie rurale et régionale (Freudenberger, Mark, 2001). Mais deux contradictions vont à l'encontre des Betsileo et Tanala résidant à la lisière du corridor forestier.

Les systèmes de transport sont très vulnérables aux aléas climatiques et politiques. Les cyclones et les fortes pluies endommagent chaque année les pistes rurales et le chemin de fer Fianarantsoa – Côte Est (FCE). En conséquence, la vente des surplus agricoles est arrêtée pendant une période importante de l'année. Ceci n'est pas sans impacts profonds sur l'économie locale (Freudenberger, Karen et Deeg, Anita 2000). La mobilisation des moyens financiers pour réhabiliter ces infrastructures prend des années malgré l'existence des Fonds d'Entretien Routier (FER). Souvent, les communes ne réussissent pas à mobiliser les fonds de contrepartie requis par l'Etat. Pareillement, la politique de mise en concession du chemin de fer FCE et du port de Manakara n'aboutit pas. Les bailleurs de fond se retirent du dossier. Sans mise en concession et sans financement pour la réhabilitation des infrastructures ferroviaires et portuaires, les systèmes de transport liant les populations riveraines du corridor avec les marchés extérieurs deviennent de plus en plus aléatoires. Une fois de plus, les zones du corridor forestier desservies par le chemin de fer risquent d'être isolées malgré la relance rapide de l'économie de rente, constatée à l'époque de la réhabilitation du chemin de fer (2000-2005). De ce fait, il n'est pas évident que les communautés locales puissent plus de revenus. Or, ceci constituerait le capital financier si nécessaire pour adopter les nouvelles techniques agricoles préconisées pour maintenir et augmenter la fertilité des sols. La situation est même plus précaire pour les populations

habitant dans les zones enclavées qui nécessitent des heures de marche pour arriver aux axes routiers desservant le chemin de fer.

Articulation des Régimes Fonciers

Le corridor forestier Ranomafana – Andringitra est souvent considéré par les populations rurales comme la dernière frontière foncière – une zone de conquête permettant une expansion de l'agriculture et de l'habitat. Grâce aux siècles de migrations, de conquêtes, et de rotations de cultures liées aux *tavy*, le corridor forestier est loin d'être une espace libre de droits fonciers. La superposition des droits « traditionnels » et « modernes » crée une situation foncière extrêmement floue et complexe. Mais, la mise en place des nouvelles restrictions d'accès aux forêts primaires oblige de plus en plus les populations Tanala et Betsileo à rester dans les terroirs d'occupation actuelle. Au sein des terroirs traditionnels, les enjeux fonciers vont apparaître de plus en plus autour des diverses niches agroécologiques. Les jachères – les *tanety* - pourraient faire l'objet de convoitise par l'expansion des filières de rentes stimulées par les marchés provenant du local à l'international. L'augmentation de superficies des cultures de rente sur les terres en friche - *ravintsara*, caféiers, bananiers, jatropha, et eucalyptus - vont certainement susciter les conflits fonciers latents. Il est bien reconnu que la mise en valeur soudaine des terres laissées en jachère par les aïeux contribue souvent à l'éruption des conflits fonciers (Freudenberger, Karen, 1995).

Par ce contexte d'insécurité foncière à l'échelle du terroir et du ménage, l'obtention de la sécurisation foncière est devenue préoccupante pour les riverains du corridor forestier. Lors des assemblées du Comité Multilocal de Planification (CMP), une demande pressante est exprimée par les membres en vue de mettre en place les Guichets Fonciers - une structure permettant aux communes de reconnaître les occupations foncières existantes par l'émission de certificats fonciers, qui garantissent la validité des droits sur les terres et les ressources naturelles jusqu'à preuve du contraire.² Malgré le soutien par les autorités régionales, il est trop tôt pour déterminer l'envergure et l'impact de cette stratégie de clarification des droits fonciers.

Pouvoir et gestion des ressources naturelles

La transformation agraire en cours le long du corridor forestier est accompagnée par une évolution assez rapide des structures et relations de pouvoir. La mise en place de nombreux projets de conservation et de développement a suscité l'émergence de plusieurs plateformes de concertation. Ces dernières ont permis aux instances rurales de se concerter périodiquement. Suite à la mise en place du CMP, de l'ADI-FCE, et l'OPCI Chemin de Fer, plusieurs opportunités se sont créées pour permettre l'expression des doléances. Pendant ce temps, des mouvements paysans commencent à émerger comme ceux des associations et fédérations Koloharena. De même, une initiative de constitution

² Arrêté no. 7542/2005 fixant les modalités d'application du décret no. 2003-908 du 2 septembre 2003 portant application de la loi no. 2003-029, modifiant certaines dispositions de l'ordonnance no. 60-146 du 3 octobre 1960 relative au régime de l'immatriculation.

d'une plateforme des communautés de base (COBA) est en cours. Le but en est de protéger les intérêts des détenteurs de contrats de gestion des ressources naturelles. Malgré le fait que ces structures représentent souvent les intérêts des hiérarchies traditionnelles, le fait de s'associer ouvre la porte pour exprimer les espoirs et les soucis.

Souvent soutenues par les projets de développement et de gestion des ressources naturelles oeuvrant à Fianarantsoa sous l'égide du programme environnemental III (PE III), ces structures commencent à communiquer leurs perspectives sur les enjeux environnementaux (Thévenaut, 2006). Les nouvelles opportunités d'expression contribuent à l'émergence des demandes bien articulées comme les suivantes :

1) Promouvoir le développement rural le long de la lisière du corridor forestier Ranomafana – Andringitra comme mesure de mitigation environnementale. Divers représentants d'associations rurales et des autorités communales demandent la mise en place de mesure pour assurer un développement durable le long du corridor forestier. Leurs recommandations sont claires – réhabilitation et bonne gestion des moyens de transport (chemin de fer FCE, port de Manakara, et pistes rurales), réhabilitation des infrastructures agricoles, expansion du crédit rural, approvisionnement en électricité rurale, amélioration des services sociaux; et expansion de l'encadrement agricole. Une inquiétude particulière est mise sur l'avenir du chemin de fer. Les demandes exprimées sont souvent liées à une menace explicite – si les mesures de développement rural ne sont pas mises en place dans un proche avenir, la population désespérée par le manque d'accès aux forêts primaires va accentuer l'invasion vers les terres propices aux cultures sur brûlis. Enfin, selon eux, s'il n'y a pas de développement rural, il n'y aura pas de mise en place de la Nouvelle Aire Protégée Fandriana – Vondrozo !

2) Valoriser davantage les forêts primaires afin de générer des bénéfices économiques. Lors des concertations des plateformes fédératives, les représentants des communautés locales notent que les forêts primaires sont les châteaux d'eau d'une grande valeur économique. Elles assurent en effet l'irrigation des bas-fonds, l'alimentation du barrage hydro-électrique à Ranomafana, l'approvisionnement des villes et villages en eau potable. Il est de même bien reconnu que le corridor forestier a toujours attiré les exploitants miniers (or, émeraudes, corindon), les exploitants de bois précieux (palissandre), et les collecteurs de plantes médicinales. Aujourd'hui l'écotourisme, mettant en valeur la beauté du corridor forestier, attire les randonneurs et les passagers du chemin de fer. Lors des forums de concertation la question se fait sentir de plus en plus – comment les intérêts locaux peuvent-ils capturer les bénéfices économiques générés par le corridor forestier? Il est certain que ce débat reflète une inquiétude touchant les enjeux autour du partage des bénéfices générés par la valorisation économique des services environnementaux.

IV. Conclusions

Le séminaire scientifique CNRE/IRD sur les « Transitions agraires, dynamiques écologiques et conservation : le corridor forestier de Fianarantsoa » nous illustre les multiples enjeux qui sont en train de surgir à la lisière des forêts primaires. Les présentations nous informent sur le fait que les terroirs villageois à la lisière du corridor forestier commencent à se transformer grâce aux nouvelles politiques forestières. Malgré les bonnes intentions des décideurs, les mesures prises pour mieux gérer les forêts primaires pourraient contribuer à l'appauvrissement des populations riveraines si on ne prend pas soin de faciliter une intensification et une diversification agricole. Mais, une grande gamme d'incitations devrait se mettre en place simultanément à l'échelle nationale et régionale. L'objectif est d'assurer le transport des surplus vers les marchés et l'investissement du capital produit dans une agriculture agroécologique. Politiquement, il n'est pas encore évident que la mise en place de la Nouvelle Aire Protégée Fandriana – Vondrozo sera acceptée par les citoyens vivant le long du corridor forestier. Ceci est constaté en dépit des efforts considérables de communication et de vulgarisation faites par les instances comme le Comité Multilocal de Planification. Si la confiance entre les riverains du corridor forestier et l'Etat ne se consolide pas, les populations locales vont résister contre la mise en place de la nouvelle aire protégée. Pour ce faire, ils vont utiliser tous les moyens de combat réservés aux démunis sans pouvoir (Scott, 1985).

Ainsi, le corridor forestier Ranomafana – Andringitra représente une immense valeur économique latente. En conséquence, n'est-il pas possible de mieux gérer non seulement les forêts mais aussi l'eau provenant de ses vastes étendues ? Nos expériences sur le terrain nous laissent penser que la conversion de l'eau « brute » sortant des forêts primaires en eau « transformée » en électricité par un réseau de microcentrales hydroélectriques pourrait stimuler la création de nouvelles industries, d'emplois ruraux et une meilleure sécurité alimentaire (Levet, 2006 ; Leutwiler, 2005). La transformation de l'eau en énergie maîtrisée contribuerait à la création d'un « corridor économique » le long du corridor forestier. Finalement, les futurs enjeux vont tourner autour de la question, comment mieux faire valoir les services écologiques des écosystèmes de l'écorégion de la forêt tropicale en assurant une bonne distribution des bénéfices ? Dans le contexte écologique et social décrit par le projet GEREM/IRD, les politiques de développement devraient maintenant se concrétiser. La finalité en sera l'assurance d'une conservation et d'une valorisation économique du corridor forestier au bénéfice des Malgaches, vivant près et loin du corridor forestier, pour les générations présentes et futures.

Références Bibliographie

- Aubert, Sigrid ; Razafiarison, Serge ; Bertrand, Alain. Eds. Déforestation et Systèmes Agraires à Madagascar : Les Dynamiques des tavy sur la côte orientale. CIRAD, CITE, FOFIFA. 2003.
- Blanc-Pamard, Chantal et Rakoto Ramiarantsoa, Hervé. La Légitimité en Questions : Recompositions territoriales et politiques environnementales. Pratiques, acteurs, enjeux (Corridor Betsileo-Tanala, Madagascar). GEREM IRD-CNRE. CNRS-EHESS-CEAF Centre d'Etudes Africaines, ICOTEM Université de Poitiers. 2006.
- CIRAD et al. « Le Semis Direct sur Couverture Végétale permanente à Madagascar. » Dossier no. 2. nd.
- Comité Multilocale de Planification. Monographie des Communes du Corridor. Septembre, 2003.
- Ecoregional Alliance. « Plan d'Action Année 2006. » Ecoregional Initiatives/USAID à Fianarantsoa. Novembre 2006.
- Freudenberger, Mark S. « Fianarantsoa Regional Transport and Port of Manakara Rehabilitation Study. » Landscape Development Interventions Project/USAID. November 2001.
- Freudenberger, Karen. "Le Corridor Coincé." Landscape Development Interventions Project/USAID. Février 1999.
- Freudenberger, Karen. « Flight to the Forest : A Study of Community and Household Resource Management in the Commune of Ikongo, Madagascar. » Landscape Development Interventions Project/USAID. 1999.
- Freudenberger, Karen. Droits Fonciers et propriété de l'arbre et la terre : Outils de diagnostic rapide. Rome : FAO. Foresterie communautaire. Manuel de Terrain. 1995.
- Freudenberger, Karen et Deeg Anita. « Résultats des Recherches Qualitatives. » Analyse des impacts du système ferroviaire FCE sur l'économie régionale. » Volume 3. Projet d'Appui à la Gestion de l'Environnement/IRG. Octobre 2000.
- Freudenberger, Mark S. et Freudenberger, Karen S. "Contradictions in Agricultural Intensification and Improved Resource Management: Issues in the Fianarantsoa Forest Corridor of Madagascar". Pp. 181-192. In C.B. Barrett, F. Place, and A.A. Aboud. Eds. Natural Resources Management in African Agriculture: Understanding and Improving Current Practices. New York: CABI Publishing, 2002.
- Freudenberger, Karen. Tree and Land Tenure : Using Rapid Appraisal to Study Natual Resource Management : A case study from Anivorano, Madagascar. FAO. Forests, Trees and People Programme. Community Forestry Case Study no. 10. nd.
- Hockley, Neal and Andriamarovololona, Mijaso M. An economic analysis of Transfert de Gestion in Madagascar: are donors looking for a free lunch? Ecoregional Initiatives Program/USAID Madagascar. 2007.
- Husson, Olivier et Rakotondramanana. Mise au point, évaluation et diffusion des techniques agro écologiques à Madagascar. Groupement Semis Direct de Madagascar et CIRAD. Octobre 2006.
- Goodman, Steven M. et Razafindratsita, Vololontiana R. Inventaire Biologique du Parc national de Ranomafana et du couloir forestier qui la relie au Parc National d'Andringitra. Antananarivo. Recherches pour le Developpement. Série Sciences Biologiques. No., 17. 2001.
- Leutwiler, Hanspeter. "Visions, stratégies et suggestions pour l'électrification rurale ». ITECO et Ecoregional Initiatives USAID à Fianarantsoa. Février 2005.
- Levet, Jérôme. Etude de faisabilité d'une installation micro hydro-électrique pour la Commune Rurale de Tolongoïna – Madagascar. GRET et Ecoregional Initiatives USAID Madagascar. Octobre 2006.

- Palm, Cheryl A. ; Vosti, Stephen A. Sanchez, Pedro A. ; Ericksen, Polly J. eds. Slash-and-Burn Agriculture : The Search for Alternatives. New York: Columbia University Press, 2005.
- Projet d'Appui à la Gestion de l'Environnement (PAGE/IRG). «Synthèse de l'Analyse Qualitative et l'Analyse Coût-Bénéfice. » Analyse des impacts du système ferroviaire FCE sur l'économie régionale. » Volume 1. Projet d'Appui à la Gestion de l'Environnement/IRG. Octobre 2000.
- Projet JariAla. Etude sur la consommation et la production en produits forestiers ligneux à Madagascar. Préparé pour le Ministère de l'Environnement et Eaux et Forêts par David Meyers, Bruno Ramamonjisoa, Juan Sève, Minoniaina Razafindramanga, Christian Burren. 2007.
- Réseau Transfert de Gestion des Ressources Naturelles. « Rapport Auto-évaluation du Réseau Transfert de Gestion des Ressources Naturelles Renouvelables. » Mai 2005.
- Repobikan'i Madagasikara. Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts. Ministère de l'Energie et des Mines. Arrêté Inerministeriel no. 16.071-2006/MINENVEF/MEM Portant Protection Temporaire de l'Aire Protégée en Création Dénommée « Corridor Forestier Fandriana – Vondrozo. » 15 septembre 2006.
- République du Madagascar. Madagascar Action Plan. 2006.
- Serpantié, Georges; Le Brozec, Erwan Coadou; Rakotsoson, Domoina; Rokotonirina, Albert, Toillier, Aurélie. “Diagnostic régional de la gestion du risque érosif: étude autour du corridor forestier à Fianarantsoa (Madagascar). » Erosion et Gestion Conservation de l'Eau et de la Fertilité des Sols. Actes des journées Scientifiques du Réseau de Chercheurs. Editions scientifiques GB, 2006.
- Scott, James C. Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance. New Haven: Yale University Press, 1985.
- Styger, Erika. Mid-Term Program Evaluation Consultancy Report of Module 3: Profitable and Environmentally Sound Farming Systems Replace Slash-and-Burn Agricultural Practices at the Landscape Scale. Ecoregional Initiatives Program/USAID Madagascar. September. 2006.
- Styger, Erika ; Rakontondramasy, Harivelo M ; Pfeffer, Max J ; Fernandes, Erick C.M.; Bates, David M. „Influence of Slash-and-Burn Farming Practices on Fallow Succession and Land Degradation in the Rainforest Region of Madagascar.” Agriculture, Ecosystems and Environment. 119 (207): 257-269.
- Thévenaut, Pierre. Situation du Mouvement Kolo Harena de la vulgarisation faite par ses membres paysans et du Programme ERI Programme. Programme ERI/USAID Madagascar. Juin. 2006.
- Tripp, Robert. « Is Low External Input Technology Contributing to Sustainable Agricultural Development.” Natural Resources Perspectives. Overseas Development Institute. No. 102. November, 2006.
- Voakaty Ny Ala/BEAHRHS. Evaluation et analyse du dynamique de transferts de gestion dans le corridor Ranomafana – Andringitra: Cas d'Ampatsy (GCF mise en place et suivie par LID/PTE/ERI) et Andronomiditra (GELOSE mise en place pr SAGE). Décembre 2006.
- Votsi, Stephen A., Gockowski, James, and Tomich, Thomas P. “Land Use Systems at the Margins of Tropical Moist Forest: Addressing Small-Holder Concerns in Cameroon, Indonesia, and Brazil.” In Palm, Cheryl A. ; Vosti, Stephen A. Sanchez, Pedro A. ; Ericksen, Polly J. eds. Slash-and-Burn Agriculture : The Search for Alternatives. New York: Columbia University Press, 2005.
- World Wildlife Fund. Ecoregional Action Programs: A Guide for Practitioners. Gland: 2004.
- Whyner, Dan. « A Descriptive Analysis of Social Indicators of Interest to LDI Fianarantsoa.” University of Michigan International Development Associate. April, 1999.